

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 12 MAI 1996 NO 240

PRIX 4 FF



LIBERIA

LES ASSASSINS !

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial
Page 3
Côte d'Ivoire: 1er
mai, renouer avec la
tradition de lutte...

Page 5
Tchad: 15 candidats
retenus pour les pré-
sidentiels de juin.

Page 6
Sénégal: foire d'em-
poigne dans un panier
de crabes.

Page 7
Immigration: Les lut-
tes dans les foyers
des travailleurs
africains...

Page 8
Afrique du Sud: avec
ou sans De Klerk...

Page 11
Face au capitalisme,
l'avenir, c'est la
force du prolétariat

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

LIBERIA**LES ASSASSINS !**

La scène des boat-people fuyant dans la panique le Libéria où la guerre civile fait de nouveau rage émeut et révolte à juste titre. Des enfants, des vieillards, des femmes enceintes se sont embarqués dans des bateaux, entassés par milliers comme du bétail. Ils ont pris la mer au risque de leur vie pour échapper au carnage que se livrent des bandes d'assassins qui tuent en toute impunité, les uns pour rester au pouvoir, les autres pour y parvenir.

Ces malheureux, qui pourtant ont réussi à prendre le bateau ne sont pas pour autant sauvés de la mort. Certains sont en mer depuis plus d'une semaine. Ils tentent en vain d'accoster dans les ports des pays voisins comme la Côte d'Ivoire, le Ghana ou la Sierra Léone. Mais aucun des dirigeants de ces pays n'acceptent de les accueillir, même pas provisoirement à titre d'aide humanitaire d'urgence. Et pourtant certains bateaux transportant jusqu'à 4 000 passagers n'ont plus de vivre ni d'eau ni de carburant. D'autres prennent dangereusement l'eau et risquent de couler au large dans l'indifférence des dirigeants des pays à qui ils demandent secours. Une femme y a déjà laissé la vie. Les passagers sont obligés de boire de l'eau de mer, ce qui provoque la diarrhée et des vomissements.

Tout cela est révoltant et illustre, une fois de plus, l'aspect odieux de tous ces régimes qui se targuent cyniquement d'être des "démocraties" et qui sont protégés par leurs maîtres de Paris, Londres ou New-York.

La grande presse, la radio et la télé qui nous montrent et nous décrivent ces atrocités sont pourtant muettes sur le fait que les gouvernements des pays riches comme la France qui savent utiliser les gros moyens lorsqu'il s'agit de voler au secours d'un dictateur menacé par des révoltes ou de simples "troubles" ne font rien d'autre que "déplorer" quand il s'agit d'aider les populations en danger de mort. Cela aussi est révoltant. D'autant plus que le Libéria n'est pas si loin et que si les dirigeants des pays riches voulaient vraiment venir en aide aux populations de ce pays, ils pourraient le faire sans grand problème. Ils pourraient même, s'ils le voulaient, obliger les régimes voisins qui sont à leurs bottes d'accepter

que les bateaux puissent accoster dans leurs ports.

Alors, si les dirigeants du Libéria sont des assassins tout comme ceux des pays voisins, eh bien

les dirigeants des pays occidentaux le sont aussi, ne serait-ce que par leur complicité et par le fait qu'ils refusent eux aussi de venir aux secours de ces malheureux boat-people.

1er MAI EN COTE D'IVOIRE

RENOUER AVEC LA TRADITION DE LUTTE OUVRIERE

A l'occasion du 1er mai, le président Bedié a reçu, comme il est de coutume en Côte d'Ivoire, les bureaucrates syndicaux au palais présidentiel.

Quant aux travailleurs, comme les autres années, ils se sont rassemblés aux quatre coins



d'Abidjan, suivant leur appartenance syndicale, pour converger au palais présidentiel. Si du côté de la FESACI (Fédération des Syndicats Autonomes de Côte d'Ivoire) et de la centrale "Dignité", les travailleurs brandissaient quelques pancartes revendicatives, ce n'était pas vraiment le cas dans le cortège de l'UGTCI où comme les autres années, c'était plutôt une sorte de carnaval avec fanfare, où les travailleurs participant au défilé brandissent des pancartes publicitaires; certains vont même jusqu'à distribuer des prospectus pour le compte de leur employeur. Ce défilé publicitaire est financé à bon

compte par les entreprises et le gouvernement, puisque cela ne coûte aux premiers que le prix que de quelques tee-shirts et casquettes et au second celui du transport ainsi que quelques boîtes de sardine.

Néanmoins, même dans le cortège de l'UGTCI, syndicat lié au pouvoir, quelques banderoles dénoncent l'exploitation et la vie chère que subissent les travailleurs autant que celles brandies par les travailleurs des deux autres centrales syndicales. A la différence près que dans le cortège de l'UGTCI, aucune pancarte ne dénonce le gouvernement alors que chez les deux autres, quelques pancartes le font timidement.

C'est que, en bons bureaucrates avertis, tous ces dirigeants syndicaux, de l'UGTCI comme de "l'opposition" ne veulent surtout pas se mettre à dos les riches et leur gouvernement. Tous ces bureaucrates n'ont bien sûr rien à voir avec le monde du travail dont ils se targuent d'être les représentants sauf qu'ils en vivent et parfois fort bien.

En réalité ils trompent les travailleurs; ils tiennent un double langage, l'un en direction des travailleurs, l'autre, du gouvernement et des exploités. Et dans la situation actuelle où il n'y a pratiquement pas de lutte des travailleurs, eh bien cela se ressent dans leur comportement de larbins au service des riches.

Si l'intérêt des riches et des

bureaucrates syndicaux est de pousser de plus en plus à la transformation du premier mai en une journée de fête, une journée de pèlerinage au palais présidentiel, ce n'est certainement pas l'intérêt des travailleurs, parce que ce n'est pas de cette façon qu'ils se feront

respecter par les riches et le gouvernement à leur service. Il leur faut au contraire renouer avec la tradition de lutte des ouvriers de la fin du siècle passé dont, un siècle plus tard, ils partagent en gros les mêmes conditions de vie et de travail.

COTE D'IVOIRE

LA MONTEE DE LA DELINQUANCE, UN MALAISE QUI EN DIT LONG SUR L'ETAT DE LA SOCIETE CAPITALISTE POURRISSANT

Les journaux, dans leur rubrique des faits divers, font de plus en plus état de la recrudescence de la délinquance armée.

Pour faire face à cette situation, les riches élèvent des grands murs tout autour de leur maison, souvent, avec au bout, des tessons de bouteille. Ils font par ailleurs de plus en plus appel aux sociétés de gardiennage, de plus en plus nombreuses à Abidjan, équipées d'instruments de communication de plus en plus perfectionnés et même de fusils.

D'une façon générale, ce ne sont pas les riches qui souffrent de cette délinquance. Eux, ils ont les moyens de se protéger. Les quartiers des riches sont mieux protégés par les forces de l'ordre et donc plus difficiles à attaquer. S'il arrive qu'un riche se fasse attaquer, alors toute la presse en parle. Mais combien sont-ils, les travailleurs qui en sont victimes chaque jour?

Dans les quartiers tels que Abobo derrière-rail, Avocatier ou dans certains coins de Koumassi, les maisons de travailleurs font souvent l'objet de pillage. De plus en plus, les agresseurs sont des adolescents armés avec de fusils à canon scié. Des femmes se font violer dans les bas-fonds des quartiers comme Abobo derrière-rail. Et toutes ces

victimes ne sont pas des gens de milieux riches mais plutôt pauvres. Et quand les policiers sont présents dans ces quartiers, ce n'est pas pour lutter contre cette délinquance mais au contraire pour prendre eux aussi leur part en rackettant les travailleurs. Et toutes ces attaques à main armée se font de plus en plus fréquemment et de plus en plus ouvertement. Surtout à chaque début de mois, après la paye.

Face à cette situation d'insécurité dans les quartiers pauvres, la population s'est organisée ici ou là en mettant en place un système de gardiennage avec les moyens du bord, souvent avec l'autorisation des mairies. Mais comme on le voit, cela n'empêche nullement le voleurs de commettre leurs agressions.

Cette recrudescence de la délinquance armée, reflète un profond malaise du système capitaliste. Le chômage et la misère sont de jour en jour grandissants.

Tant que cette société capitaliste en état de pourrissement se maintiendra, tant que les travailleurs n'y mettront pas fin, cette délinquance grandira. Sao Polo et Mexico nous montrent l'avenir que nous réservent les riches, quant à l'insécurité qu'engendre leur société.

TCHAD**QUINZE CANDIDATS
POUR LA MANGEOIRE
GOUVERNEMENTALE**

Après l'adoption par référendum, à une courte majorité, de la nouvelle constitution élaborée par la Commission Nationale Electorale et le Conseil Supérieur de Transition, les partis politiques battent maintenant campagne pour les élections présidentielles fixées début juin.

Quinze candidatures sont officiellement retenues. Il y a autant de vieux politicards qui cherchent toujours à maintenir leurs privilèges que de jeunes loups avides de pouvoir. Les dirigeants du MPS, parti au pouvoir, ont commencé à magouiller, comme lors du référendum.

Ainsi, des menaces pèsent sur certains candidats pour qu'ils se retirent de la liste; deux principaux candidats considérés comme de sérieux concurrents d'Idriss Déby ont été déjà éliminés de la course à la présidence. Il s'agit de Hel Bongo, ancien politicien et d'un jeune loup, ex-premier ministre. Il paraît qu'ils sont trop restés en Suisse pour l'un, en France pour l'autre, pour prétendre diriger le Tchad.

Et pourtant c'est Hel Bongo qui a été élu président pour diriger les travaux de la conférence nationale jusqu'au bout. On ne lui a pas

demandé un certificat de résidence. Le fait de résider plus de cinq ans à l'étranger avant la tenue des élections était une des conditions pour écarter, en Côte d'Ivoire, Ouattara de se présenter contre Bedié.

Comme pour le référendum, le gouvernement tchadien va encore fabriquer de fausses listes d'électeurs; il va certainement acheter des électeurs pour voter Déby; ils vont sans doute bourrer les urnes là où les contrôles font défaut.

Malgré ces micmacs, dans l'immigration un certain nombre de Tchadiens croient à la défaite du dictateur en place. Un comité de soutien est mis en place pour soutenir la campagne de Naïmbaye, un vieux routier de la politique; on parle également des gens qui veulent battre campagne pour Kamougué.

A part quelques nuances, les programmes politiques de ces candidats se ressemblent comme des gouttes d'eau. Les candidats comptent surtout sur leurs régions pour recueillir des voix. Ceux qui les soutiennent le savent; mais peu importe. Si leur candidat est élu, ils espèrent être nommés à des postes où ils peuvent en tirer des privilèges.

SENEGAL**FOIRE D'EMPOIGNE
DANS UN PANIER DE CRABES**

Le bras de fer qui opposait depuis quelque temps déjà, à l'intérieur du Parti Socialiste d'Abdou Diouf, le clan des "réformateurs" dont le chef de file est Ousmane Tanor Dieng, l'actuel

ministre d'Etat chargé des affaires et services présidentiels, à celui des "rénovateurs" (ou des "légitimistes") dans lequel se trouvent les "barons" du PS tels Djibo Ka, André Sonko ou Moustapha

Niasse, a fini par être remporté par les premiers.

Ce n'est peut-être que le premier round d'une bataille larvée parmi tous ceux qui voudraient succéder demain à Abdou Diouf à la tête du PS et donc à la tête de l'Etat qui, depuis l'indépendance est en réalité le monopole du PS. Ce premier round a eu lieu à l'occasion du dernier congrès du PS tenu le 30 mars dernier. Lors de ce congrès, Abdou Diouf qui détenait jusqu'à présent le poste de secrétaire général du PS a décidé de "prendre de la hauteur" par rapport à la gestion de son parti. Il en devient le président, un nouveau poste créé sur mesure pour l'occasion, et a désigné Tanor Dieng, son petit protégé, comme son successeur au poste de secrétaire général. Du coup, les vieux barons qui espéraient que le moment était venu pour eux de monter de grade, en sont pour leurs frais ! Selon eux, Tanor Dieng est un "intrus" dans le PS puisqu'il n'y a adhéré qu'en 1988.

Le clientélisme et la rapacité sont tels dans ce parti (où avoir un bon poste ou de bons liens avec ceux qui sont bien placés est synonyme d'un bon plan de carrière et de privilèges) que la lutte entre les différents clans s'est soldée, semble-t-il par morts d'hommes comme à Madina-Gounass, dans la région de Tambacounda.

Outre la lutte fratricide entre ses différents courants, le parti de Diouf connaît depuis quelques temps une fuite d'un certain nombre de ses éléments, particulièrement parmi ceux qui se sentent lésés ou qui sentent le vent tourner, vers le PDS de Wade, ancien parti de

l'opposition mais actuellement associé au pouvoir (ce qui illustre une fois de plus que ces deux partis sont faits de la même eau).

Les dirigeants du PS craignent une défaite lors des prochaines élections municipales rurales et régionales prévues pour novembre 1996. Cette crainte est d'autant plus grande que lors des dernières élections municipales de 1993 un grand nombre de centres urbains sont tombés entre les mains des partis d'opposition.

Pour dissiper la crainte d'un certain nombre de ses partisans de le voir se retirer de la scène politique ainsi que le souhait de ceux qui sont pressés de le succéder à la tête de l'Etat, Abdou Diouf a déclaré : "Me retirer pour aller où et pourquoi ?". Et il a annoncé sa candidature pour l'an 2000. A bon entendeur salut ! Les vieux barons n'ont qu'à attendre ! Voilà en tout cas la fin, peut-être provisoire, d'une épisode qui agite depuis quelque temps le microcosme politique du Sénégal.

Mais pour les travailleurs, les petits paysans et les centaines de milliers de chômeurs, c'est-à-dire pour l'écrasante majorité de la population qui continue à subir douloureusement les conséquences de la crise économique, de l'augmentation des prix des denrées de première nécessité, du délabrement de l'ensemble du service public comme les hôpitaux, les dispensaires, les maternités, les écoles, etc...le gouvernement sous Diouf ou sous un autre prétendant au pouvoir, fût-il de l'opposition, continuera tant que les exploités ne prendront pas eux-mêmes leur sort en main.

IMMIGRATION**LA LUTTE DES FOYERS DE
TRAVAILLEURS AFRICAINS
ET LEUR ORIGINE**

Les travailleurs de l'Afrique de l'ouest ont commencé à immigrer en France vers les années soixante, c'est-à-dire après l'indépendance formelle des pays de cette région. Pendant ces années de boom économique, la bourgeoisie française avait besoin de main d'oeuvre non qualifiée pour l'exploiter dans ses usines d'automobile comme Renault, Citroën, Simca. On les employait sur des chaînes de montage.

Si la plupart travaillaient dans les usines d'automobiles, il y en avait aussi dans d'autres entreprises, dans les postes mal payés et insalubres et même dans la ville de Paris comme éboueurs.

A l'époque, pour venir en France on n'avait même pas besoin de passeport ni de carte de séjour. Il y avait des paquebots aux ports de Dakar et d'Abidjan pour embarquer des voyageurs. Il suffisait de présenter son billet et sa carte d'identité. Et on débarquait par centaines à Marseille ou Bordeaux. A ce moment-là il existait (et il existe toujours) à Dakar des foyers de transit appelés "Chambres" de Guidimaka ou de Guajiagua. Ces foyers étaient construits par les ressortissants de ces régions du fleuve Sénégal d'où ces travailleurs sont originaires. Cela permettait d'avoir un toit pour tous ces jeunes villageois qui arrivaient en masse à Dakar, soit pour travailler sur place, soit, comme la majorité, pour partir à l'immigration. Dans ces années soixante, c'était le début d'une grande exode rurale vers les grandes villes africaines et vers l'Europe.

Pour ceux qui arrivaient en France, il n'existait pas de lieux d'accueil. Ils habitaient dans des baraquements en bois, soi-disant des hôtels dont la plupart étaient gérés

par des marchands de sommeil Nord-africains puis Africains par la suite. D'autres habitaient dans des caves ou des usines désaffectées transformées en grands dortoirs où ils étaient parqués par plusieurs dizaines. C'était le cas à Montreuil à la rue Etienne Marcel et Arsène Chériaux.

Dans ces dortoirs insalubres, des locataires attrapaient la tuberculose et contaminaient les autres à cause de la promiscuité. C'est à cause de ces conditions de logements inhumaines qu'en 1970 cinq travailleurs africains sont morts asphyxiés par l'émanation d'une bouteille de gaz qu'ils utilisaient pour se chauffer. C'était au foyer taudis de la rue Heurtault à Aubervilliers.

Ce drame a déclenché une prise conscience et les premières révoltes des travailleurs africains résidant dans les foyers taudis contre les marchands de sommeil. Les grèves de loyers sont déclenchées presque spontanément: aux foyers rue Léon Gaumont à Montreuil, Riquet dans le 19ème arrondissement, rue Sedaine (11ème); les foyers Alsace Lorraine



Partie détruite de
Nouvelle France

(Drancy), avenue Lénine (Pierrefite).

Tous ces foyers en lutte avaient constitué un comité de coordination pour coordonner la lutte contre ces marchands de sommeil.

Un exemple: la lutte de ceux du 49 rue Léon Gaumont

C'est ainsi qu'est né, en février 1971, au foyer du 49 rue Léon Gaumont, à Montreuil, un comité de grève élu par les résidents en assemblée générale. Ce comité de grève a été rapidement transformé en comité d'auto-gestion parce que la société Cama qui gérait ce foyer taudis avait décidé de couper le chauffage et ne plus payer le gaz et l'électricité. Les locataires ont pris l'affaire en main en expulsant le gérant du foyer. Et pour faire fonctionner le foyer, il y avait une cotisation de 50 F par locataire. Cette somme permettait de faire fonctionner le foyer sans le marchand de sommeil qui se faisait de l'argent sur le dos des locataires.

Dans ce foyer, cette lutte qui était au début contre la hausse de

loyer et pour l'amélioration des conditions de logement, est devenue peu après celle de la revendication de relogement dans un nouveau foyer avec de meilleures conditions.

La lutte a duré neuf ans. Les locataires ont été relogés, une partie à Montreuil (rue Nouvelle France) et l'autre dispersée dans d'autres foyers. Provisoirement, ceux de Nouvelle France étaient censés habiter dans des baraquements en attendant qu'on construise un nouveau foyer au 49 rue Léon Gaumont, à l'emplacement de leur ancien foyer. Cette promesse pour la reconstruction d'un nouveau foyer à Montreuil a été remise en cause par le nouveau maire de cette ville. Pire, on veut expulser les résidents du foyer Nouvelle France pour les disperser dans différents départements autour de Paris. L'année dernière les autorités ont envoyé les CRS pour détruire une partie de ce foyer sans reloger les résidents. Et maintenant la préfecture menace de tout détruire.

Mais ces intimidations et ces menaces révoltantes ne découragent les locataires qui restent mobilisés.

AFRIQUE DU SUD

**AVEC OU SANS DE KLERK
LE POUVOIR DEFENDRA TOUJOURS
LES INTERETS DES RICHES**

A la suite de l'adoption par le parlement, le 8 mai dernier, de la nouvelle constitution votée par 86 % de membres de l'Assemblée Constituante, Frederik De Klerk qui était jusqu'à présent le vice président, vient de démissionner du gouvernement.

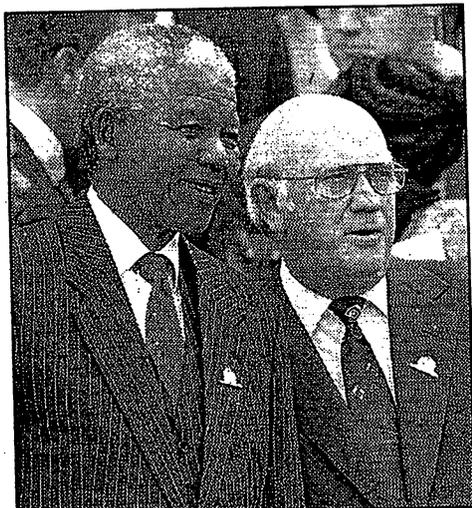
Cette démission marque une étape dans le processus de transition dans le gouvernement de ce pays depuis l'arrivée au pouvoir de Mandela. Un mois avant sa

démission, dans une interview accordée à un quotidien français, De Klerk semblait annoncer la couleur en déclarant qu'il n'était pas "le laquais de l'ANC" et que sur de nombreux points de la nouvelle constitution, il y avait des divergences entre le NP et l'ANC: "la peine de mort, la reconnaissance de la propriété privée ou le pouvoir exact des provinces... l'école privée..."

Entre les raisons officielles

qu'il invoque et celles profondes de sa démission, il y a certainement une marge. Parce que, rappelons-le, l'entente entre les deux hommes au sommet de l'Etat était une sorte de compromis pour sauver l'essentiel: l'ordre bourgeois. L'Afrique du Sud, à cause de l'apartheid, était un véritable volcan qui pouvait exploser à tout moment.

Les deux hommes ont collaboré pour assurer la transition, qui était dangereuse pour la bourgeoisie, tant sud-africaine qu'internationale. L'un devait désarmer l'opposition éventuellement violente de la partie extrémiste des Blancs, trop imbécile pour comprendre que la ségrégation ne pouvait pas durer. L'autre avait la tâche bien plus difficile de désarmer les masses pauvres noires. Maintenant, la transition est assurée, leur chemin peuvent se séparer, car ils ne s'adressent pas au même électorat et ils n'incarnent pas forcément exactement la même politique. Les deux politiques - si tant est qu'elles existent - se situent évidemment toutes les deux sur le terrain de la bourgeoisie. Mais l'une peut représenter une préservation plus grande des intérêts de la petite-bourgeoisie blanche et l'autre, peut accepter de sacrifier celle-ci pour plaire à la petite bourgeoisie noire ou éventuellement, pour désamorcer la colère des masses pour qu'elle ne se tourne pas contre la bourgeoisie tout court et contre le système.



Les deux années de sa participation au gouvernement ont valu à De Klerk une certaine impopularité auprès d'une fraction non négligeable de l'électorat blanc (particulièrement dans la frange la plus raciste) qui lui reproche d'avoir trop cédé à l'ANC et qui semble lui préférer des dirigeants ayant un discours plus réactionnaire.

Aussi, De Klerk peut avoir démissionné, soit par désaccord politique, soit effectivement pour des raisons surtout électorales, non pas dans la perspective d'être élu (lui-même ne se fait d'illusion sur ces chances pour les prochaines élections présidentielles de 1999), mais dans celle de rester le représentant pas trop contesté de la communauté blanche.

Le début d'une défiance de la classe ouvrière vis-à-vis de l'ANC?

A l'occasion de l'adoption de la nouvelle constitution, le débat entre l'ANC de Mandela et le NP (Parti National) de De Klerk aurait porté essentiellement sur trois points: l'enseignement, le droit de grève et la redistribution des terres. Chacun a mis de l'eau dans son vin et un consensus a été trouvé entre gens qui dans le fond partagent les mêmes soucis, à savoir comment défendre les profits de la bourgeoisie tout en essayant de faire croire que ce sont les intérêts de toute la population, ceux des riches comme ceux des exploités, qui les font agir.

En tout cas lorsqu'il a été question de mettre en cause le droit de grève en donnant par exemple le droit de "lock-out" au patronat (c'est-à-dire la possibilité de fermer une usine pour en interdire l'accès aux grévistes), la réaction de la classe ouvrière a été vive. A l'appel de la COSATU, le syndicat le plus influent, une grève générale a été déclenchée pour la journée du 30 avril. Il semblerait qu'elle ait été largement suivie. L'Assemblée aurait

finalement retiré le droit de "lock-out". Une fois de plus, la classe ouvrière sud-africaine a montré qu'elle est une force qui sait se faire respecter lorsqu'elle entre en mouvement.

Dans cette assemblée sud-africaine largement dominée par les députés de l'ANC, le simple fait qu'on prévoit des mesures qui permettront aux patrons d'attaquer légalement les travailleurs en dit long sur la politique de ce parti nationaliste bourgeois. A vrai dire, cela n'est pas nouveau et pas du tout surprenant.

Car la "lutte contre les injustices sociales", n'était qu'une phrase dépourvue de réel contenu dans les objectifs de l'ANC. Cette organisation n'a jamais remis en cause l'aspect social de l'apartheid. Sa politique visait simplement à mettre fin à l'aspect racial de cette institution odieuse qu'était l'apartheid, c'est-à-dire à obtenir le droit pour les bourgeois noirs, de s'enrichir eux aussi, en exploitant les travailleurs au même titre que leurs compères blancs.

Dès le début de sa lutte, l'ANC n'a parlé que de la nécessité de mettre fin à l'oppression raciale, parce que c'est l'aspect de l'apartheid qui concernait aussi les riches noirs, dans la mesure où ce système d'exclusion raciste défavorisait ceux-ci par rapport aux exploités blancs et ne leur donnait pas les mêmes possibilités de s'enrichir.

Alors pour mettre fin à l'oppression raciale, l'ANC s'est appuyé sur les luttes des masses noires pauvres, notamment sur celles des travailleurs. Ces luttes, face auxquelles le régime d'apartheid était pendant des décennies impuissant malgré sa politique de terreur et ses massacres à grande échelle, ont fini par convaincre les classes possédantes sud-africaines et les puissances impérialistes de

la nécessité de trouver un compromis politique.

Tous les capitalistes qui ont des intérêts en Afrique du sud avaient en effet peur que ces luttes ne soient de plus en plus radicales, ne créent une situation incontrôlable, et en définitive ne deviennent trop dangereuses pour leurs intérêts. Ils ont alors poussé leurs représentants politiques, les De Klerk et autres à s'entendre avec l'ANC, d'autant plus que la revendication principale de l'ANC "un homme, une voix" ne menaçait en rien leurs intérêts.

En effet l'application de la revendication politique de l'ANC pouvait se traduire simplement par l'élection d'un gouvernement à majorité noire. C'est ce qui s'est passé. Et c'est bien un tel gouvernement dirigé par l'ANC qui défend aujourd'hui les intérêts des riches, y compris par la répression. C'est ainsi par exemple qu'en 1993, quelques mois seulement après l'élection de Mandela, les travailleurs en grève pour revendiquer une augmentation de salaires ont été pour le moins désavoués par l'ANC. C'est aussi que, l'année dernière, des étudiants, en grève pour dénoncer certains abus et comportements racistes des enseignants blancs, ont été chassés manu militari de leur établissement.

C'est la combativité des masses noires qui a renversé le régime de l'apartheid. Les travailleurs noirs sont cependant en train de faire l'expérience qu'avoir renversé l'oppression raciale sous la direction d'une organisation nationaliste bourgeoise n'a pas assuré l'émancipation sociale et ne le pouvait pas. C'est une expérience amère. Mais étant donné la combativité et la politisation de la classe ouvrière sud-africaine - une des plus importantes numériquement et des plus puissantes sur le continent, rappelons-le - elle pourra faire surgir de ses rangs des

femmes et des hommes déterminés à se battre cette fois pour la libération complète, sociale, qui sachent renouer avec la tradition de la révolution prolétarienne et qui

aient la volonté de constituer un parti pour incarner cette tradition. C'est en tout cas le chemin de l'avenir pour la classe ouvrière, en Afrique du Sud comme ailleurs.

FACE AU CAPITALISME L'AVENIR, C'EST LA FORCE ORGANISEE DU PROLETARIAT!

Face à la situation pour le moins dramatique que traverse l'Afrique, nombreux sont ceux qui proposent des solutions toutes faites, présentées souvent comme des potions magiques pour sortir le continent du marasme actuel. Parmi eux, ceux notamment qui prétendent que c'est de nos cultures qu'on peut trouver le chemin de l'avenir.

En effet, bien que ce point de vue ne soit pas nouveau, de plus en plus, on voit des politiciens ou des intellectuels qui expliquent que le sous-développement en Afrique a surtout une origine culturelle. Selon eux, si nos pays en sont là, c'est parce qu'ils auraient perdu leur identité culturelle en copiant l'Occident. Aussi, pour sortir de la situation actuelle, proposent-ils de revenir aux valeurs culturelles africaines. C'est ainsi, disent-ils, qu'on pourrait jeter les bases d'un véritable développement harmonieux.

Pour étayer cette thèse, ils prennent souvent pour exemple le développement du Japon. Si ce pays est l'une des grandes puissances économiques mondiales, disent-ils, ce serait tout simplement parce qu'il aurait conservé son identité culturelle. Ce serait de ses traditions et de ses valeurs culturelles qu'il aurait extrait les ressources et les moyens nécessaires à son développement.

Certes, sur tout le continent africain, sans exception, la misère n'arrête pas de croître. Les différents maladies et autres

fléaux, même ceux dont on croyait avoir endigué l'évolution, se multiplient. Le niveau de vie général des populations régressent. Certaines régions sont victimes de la famine, d'autres, transformées en théâtres de guerres ethniques, fratricides et criminelles, etc. C'est toute l'Afrique, en somme, qui s'enfonce de plus en plus dans le sous-développement et de façon irrésistible.

Cependant la thèse du retour aux sources culturelles ne peut être une solution pour l'avenir. Elle n'est tout au plus qu'une prétention démagogique, comme tant d'autres dont sont friands nos politiciens et intellectuels, de l'opposition notamment.

En effet, le sous-développement en Afrique n'est pas le résultat d'une quelconque perte des valeurs culturelles de nos pays au profit de celles des pays occidentaux qu'on aurait copiées avec plus ou moins de bonheur. La situation dramatique de nos pays n'a aucune source culturelle. Elle a pour origine le pillage dont l'Afrique, des siècles durant, est victime, sur le plan économique, de la part de la bourgeoisie mondiale : la traite des nègres, la colonisation, le marché mondial, où les prix des produits des pays pauvres africains sont déterminés par les bourses de Londres, New-York et Paris, exclusivement au profit des capitalistes des pays riches, voilà les principaux moyens politiques et économiques dont s'est servi et se

sert la bourgeoisie occidentale pour exploiter les ressources tant humaines que naturelles des pays africains, en étranglant ceux-ci à un point tel que toute perspective de développement leur est impossible dans le cadre du système mondial actuel.

C'est donc la loi de l'argent qui tue le continent africain à petit feu. C'est le capitalisme qui, en exploitant les richesses de nos pays au profit de la bourgeoisie mondiale et de ses valets locaux, a transformé l'Afrique en un dépotoir de misère de maladies et autres famines où les masses pauvres n'ont de place nulle part. C'est cela qui explique l'écart de développement monstrueux entre les pays riches comme la France et les nôtres, en ce sens que si le pillage des pays africains a permis à la bourgeoisie occidentale de bâtir des sociétés riches et développées, en Afrique, ce même pillage a pour conséquence le sous-développement.

Ceci est vrai dans tous les domaines, y compris culturel. En effet, contrairement aux affirmations des défenseurs des cultures africaines, même sur ce plan, on ne peut pas dire que le capitalisme ait radicalement transformé l'Afrique. Bien au contraire ! Economiquement, par l'introduction de la loi de l'argent, il a détruit les anciennes structures communautaires. A leur place, il n'a construit rien d'autre de viable, à part des entités sous-développées, c'est-à-dire les pays actuels, avec leur misère, maladies et autres dictatures.

Ainsi, en Afrique, sur le plan culturel non plus, le capitalisme n'a rien produit qui soit solide. Il n'a même pas permis à nos pays de réellement "copier l'Occident". Par contre, bien souvent, il a plutôt maintenu comme telles les anciennes structures traditionnelles, les moeurs et autres croyances : les chefs, les notables, les religions, les fétiches, la sorcellerie, la

polygamie, le mariage forcé, l'excision, l'oppression de la femme, les préjugés ethniques, les castes, etc. Il les a intégrées dans son système de domination. Généralement, il les a développées et s'en est servi pour se maintenir.

Si culturellement, le capitalisme pouvait permettre à la population pauvre africaine de bénéficier des progrès qu'il a créés et accumulés dans les pays riches, personne ne pourrait s'en plaindre. Oui, l'Afrique a besoin de la culture moderne, des écoles, des collèges, des lycées, des universités, des bibliothèques, des musées, des librairies, mais aussi des tracteurs, des machines, des usines dispensaires, des hôpitaux, des maternités, des laboratoires, etc ! Oui, l'Afrique a besoin de la science et de la technologie ! Mais elle ne peut pas accéder à tous ces besoins dans le cadre du système actuel. Tout au plus, ce dernier ne peut lui offrir que la pourriture du passé, le fatras culturel des traditions et autres moeurs surannées, vestiges des pratiques barbares dignes du Moyen-Age et non de notre époque moderne actuelle, celle de la conquête de l'espace et autres progrès fantastiques, difficiles à imaginer il y a seulement quelques années.

Par conséquent, ce n'est pas des traditions que l'on peut trouver une solution aux problèmes actuels. Quand les défenseurs de cette thèse prétendent que le Japon ce serait ainsi développé, ils mentent de façon grossière. En effet, le développement économique de ce pays n'a aucun rapport avec la conservation ou non de ces traditions. Bien qu'étant l'un des derniers pays à prendre le train du développement capitaliste, pour accumuler, le Japon a utilisé les mêmes méthodes et les mêmes moyens que les autres pays capitalistes : c'est par les guerres de rapine, le pillage des régions alentours que la bourgeoisie japonaise s'est enrichie avant de devenir impérialiste, en

soumettant les pays de l'Asie du sud-est et certaines régions du Pacifique à sa domination économique. Telle est la source profonde de son développement et celle de sa place sur le marché mondial comme l'une des grandes puissances économiques.

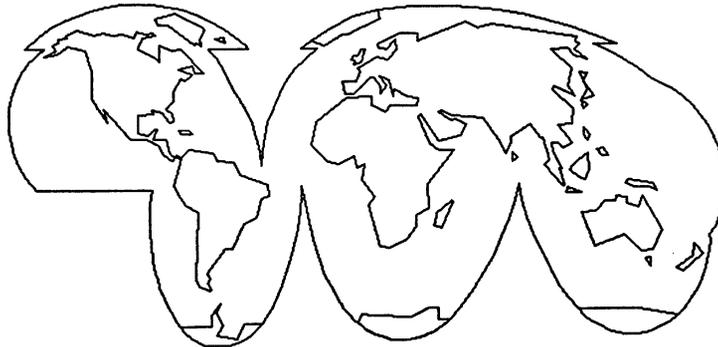
L'avenir pour l'Afrique ne se trouve pas dans un passé culturel quelconque d'ailleurs révolu et dépassé. Si l'on veut sortir du marasme actuel, c'est au capitalisme qu'il faut s'en prendre. C'est lui qu'il faut détruire, non pas au nom du passé, mais au nom de l'avenir et avec les armes modernes que le système actuel offre lui-même.

En détruisant l'ancien mode de vie paysan sans construire rien de

viable en échange, le capitalisme a réduit des millions d'Africains, hommes et femmes, à vivre de la force de leur travail. Ce sont les prolétaires de nos villes, les habitants des quartiers populaires ou des bidonvilles de Douala, d'Abidjan, de Dakar, de Lagos, ou de N'Djaména. Ils constituent une force colossale, la principale arme moderne contre le capitalisme, qui peut tout changer.

L'avenir est entre leurs mains. A condition qu'ils soient organisés, qu'il y ait des partis révolutionnaires prolétariens dont le but est d'en finir avec la loi de l'argent en détruisant le capitalisme et en mettant les richesses au service de tous, pour la satisfaction des besoins de tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.